

services la construction, les services publics, le commerce de gros, le commerce de détail ainsi que les services personnels et commerciaux; l'actif total de ce secteur se chiffrait à environ 190 milliards de dollars en 1978, dont quelque 24 milliards contrôlés par des sociétés étrangères. Le contrôle étranger est plus important dans certains segments comme la construction des routes et des ponts, le camionnage, les pipelines, le téléphone et autres moyens de communication, la distribution du gaz, le commerce de gros des produits énergétiques, le commerce de détail pour certains produits manufacturés, etc. Dans d'autres segments, le contrôle étranger est limité en raison de la participation et du rôle dominant d'établissements relevant des gouvernements fédéral et provinciaux: par exemple, l'Ontario Hydro et l'Hydro-Québec dans l'industrie des services d'utilité publique; Air Canada, le Canadien National et les réseaux de transport en commun qui sont contrôlés par les municipalités. D'autres types de services, comme l'éducation et la santé, relèvent aussi largement du secteur public.

La participation étrangère dans le secteur financier a été limitée par les législations et les règlements des gouvernements fédéral et provinciaux. Jusqu'à la révision de la Loi sur les banques de décembre 1980, les banques étrangères n'étaient pas autorisées à s'implanter au Canada en tant qu'établissement bancaire. Le contrôle étranger est relativement important en ce qui a trait au financement des ventes, aux prêts à la consommation et au niveau des autres établissements de crédit. Si le contrôle étranger était de 10 % en 1978 au niveau des activités portant sur les valeurs mobilières, il faut noter que plusieurs provinces ont adopté des dispositions qui préviennent tout élargissement de cette part.

(v) Investissement direct canadien à l'étranger dans le secteur des services

Le Canada, pays d'accueil d'importants investissements étrangers, possède également des intérêts en tant qu'investisseur à l'étranger. En 1978 (dernière année pour laquelle Statistique Canada dispose de données à ce sujet), les investissements directs canadiens à l'étranger dans le secteur des services représentaient 28 % du total des investissements canadiens à l'étranger, soit 4 633 millions de dollars; ce montant peut être ventilé comme suit: marchandisage (13,2 %), services publics (43,4 %), finances (37 %) et autres services (6,4 %). Sur le plan géographique, ces investissements se répartissaient en gros comme suit: 41 % aux Etats-Unis, 5 % au Royaume-Uni et 30 % en Amérique du Sud et en Amérique centrale. En considérant maintenant les branches d'activités, on note que les investissements dans les services publics et